

La flambée du pétrole ne réglera pas les difficultés de la Russie

di Agathe Demarais

Le recul du produit intérieur brut au premier trimestre montre que le Kremlin n'a pas su tirer profit du conflit en Iran, explique l'économiste

L'idée que la Russie serait la grande gagnante de la guerre israélo-américaine contre l'Iran semble faire consensus. Pourtant, à Moscou, certains ministres n'ont pas l'air d'avoir reçu cette information. Le 17 avril, le ministre du développement économique déclarait ainsi, à l'occasion d'un forum d'affaires, que « *les réserves économiques de la Russie [étaient] largement épuisées* ». « *Notre situation macroéconomique est devenue beaucoup plus difficile* », ajoutait Maxime Rechetnikov. Il pourrait avoir raison. La récente hausse du cours du pétrole ne réglera pas les difficultés économiques du pays, car les réserves sur lesquelles le Kremlin a pu s'appuyer jusqu'ici s'épuisent.

La disparition de trois mirages permet de résumer l'état actuel de l'économie russe. Le premier est la croyance selon laquelle l'augmentation du prix de l'or noir que provoque le conflit en Iran pourrait résoudre l'équation budgétaire de Moscou. Cela n'aura pas lieu. A 707 milliards de roubles (environ 8 milliards d'euros) en avril, les recettes fiscales issues des exportations de brut sont modestes au regard des standards russes.

Malgré les achats indiens et chinois, et en dépit des livraisons de la « flotte fantôme » russe, les revenus pétroliers d'avril sont environ 10 % inférieurs à la moyenne mensuelle de 2024 et près de 30 % en deçà de leur niveau d'avril 2025. Même si les hostilités se poursuivent en Iran, la manne financière issue de l'accroissement du cours du baril ne suffira pas à combler le déficit budgétaire. Alimenté par les dépenses militaires, celui-ci s'est établi en moyenne à près de 1 500 milliards de roubles par mois depuis le début de 2026.

Deuxième mirage : la poussée des cours du brut va conduire les entreprises russes du secteur à augmenter leur production. Ce n'est pas ce que l'on constate : elle a baissé au mois d'avril. L'ampleur de cette chute n'est pas anodine puisqu'elle aurait atteint entre 300 000 et 400 000 barils par jour, soit le plus fort recul enregistré depuis la pandémie de Covid-19.

Les attaques de drones expliquent cet état de fait. En avril, les forces ukrainiennes ont mené au moins 21 raids contre des cibles pétrolières russes, ramenant la capacité de raffinage du pays à son plus bas niveau depuis 2009. Ces bombardements touchent aussi les infrastructures portuaires : à la fin de mars, près de 40 % des capacités d'exportation par voie maritime étaient paralysées. Dans ce contexte inédit, certaines compagnies pétrolières ont préféré limiter la production, par manque de capacités de raffinage ou d'exportation.

Troisième mirage : la résilience de l'économie russe reposerait sur les trois solides piliers que sont un chômage faible, une dette publique modeste et une production de pétrole pouvant paraître inépuisable. Or ces trois piliers pourraient être plus fragiles qu'on ne l'imagine.

Le faible taux de chômage (environ 2 % de la population active) n'est pas le signe d'une croissance robuste, mais celui d'une pénurie de main-d'œuvre aiguë. Rosstat, l'agence fédérale des statistiques, anticipe une contraction de la population active de 1,4 million de personnes pour la seule année 2026 en raison d'un faible taux de natalité. Les pertes dues à la guerre en Ukraine aggravent une situation démographique déjà critique : environ 4 % des hommes russes âgés de 18 à 49 ans (1,3 million de personnes) ont été tués ou grièvement blessés depuis 2022.

Un modèle fondé sur la rente fossile

Pour ce qui est de la dette publique, elle n'atteint certes qu'environ 20 % du produit intérieur brut (PIB), mais il n'en demeure pas moins que le Kremlin peine à financer son déficit budgétaire. Coupé des marchés financiers internationaux et lourdement endetté auprès de ses banques nationales, l'Etat russe n'a d'autre choix que d'utiliser les réserves de son fonds souverain. Néanmoins, cette stratégie, qui limite le taux d'endettement officiel, ne pourra pas durer éternellement.

Avoisinant 177 milliards de dollars (150 milliards d'euros), les réserves totales de ce fonds peuvent sembler massives. Cependant, pour financer son déficit, le Kremlin ne peut puiser que dans leur part liquide. Or celle-ci a décru d'environ 60 % depuis le début de 2022, pour s'élever aujourd'hui à 3 630 milliards de roubles, ce qui représente moins de trois mois de déficit. Moscou pioche désormais dans les réserves d'or du fonds. Leur part liquide – celle qui est vendable facilement – a déjà fondu de près de deux tiers en quatre ans.

Le troisième et dernier pilier de la résilience russe, à savoir le caractère apparemment inépuisable de la production d'or noir, vacille également. Faute d'accès aux technologies occidentales du fait des sanctions, les entreprises du secteur peinent à développer de nouveaux champs afin de remplacer ceux dont les réserves s'amenuisent.

Les conséquences de cette conjoncture apparaissent de plus en plus clairement dans les statistiques. Ainsi, depuis 2022, la production de pétrole russe diminue chaque année. Certains experts estiment qu'elle pourrait encore connaître un reflux de 10 % à 20 % d'ici à 2030, ce qui mettrait à mal un modèle économique fondé sur la rente fossile.

Au premier trimestre, le PIB russe a officiellement enregistré sa première contraction en plus de trois ans. Cette statistique bat en brèche l'idée que la Russie tirerait profit du conflit en Iran. L'essoufflement de l'économie nationale ne devrait pas être une surprise, et une manne financière ponctuelle ne pourra résoudre les contraintes structurelles auxquelles le Kremlin fait face. M. Rechetnikov pourrait être dans le vrai : les réserves économiques du pays sont largement épuisées.

Agathe Demarais dirige les travaux du Conseil européen pour les relations Internationales dans le domaine de la géoéconomie